ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 31.511/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice , le 6 avril 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "relatif au renforcement du contrôle des détenus condamnés qui quittent la prison, à l'amélioration du statut de la victime quand l'auteur quitte la prison et à l'optimisation de la capacité carcérale", a donné le 8 octobre 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 31.511/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 6 april 2001 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "inzake de verscherping van de controle van veroordeelde gedetineerden die de gevangenis verlaten, inzake de verbetering van de positie van het slachtoffer wanneer de dader de gevangenis verlaat en inzake de optimalisering van de penitentiaire capaciteit", heeft op 8 oktober 2001 het volgende advies gegeven :

Observation préalable

L'exposé des motifs [1] annonce la création future d'un tribunal de l'application des peines. L'article 38 de l'avant-projet prévoit

> "... les dispositions de la présente loi qui ne portent pas sur la gestion de la capacité carcérale cessent de produire leurs effets dès l'entrée en vigueur des dispositions visant à réaliser les conclusions de la Commission "Tribunaux de l'application des peines, statut juridique externe des condamnés et fixation de la peine"créée par arrêté royal du 27 juin 2000.".

La création d'un tribunal d'application des peines se situe dans le droit fil des enseignements de la doctrine récente [2] et des conclusions de la Commission de la Justice de la Chambre des représentants [3].

Il appartient, dès lors, au Gouvernement et au Parlement d'apprécier si dans une matière aussi délicate, il est opportun de mettre sur pied un système temporaire qui confie cette mission au ministre, d'autant plus que ce système s'expose aux critiques fondamentales qui suivent.

---

(1) p. 43.

(2) Comme le souligne M. Verdussen "...ce qui a été fait par un juge ne peut être défait que par un autre juge" ("Contours et enjeux du droit constitutionnel pénal", Bruylant, 1995, p. 469).
En outre, comme le rappelait le professeur Legros :
"Ce qu'il faut souligner et ne jamais perdre de vue, c'est que la peine d'abord fixée par le juge, devient dans le droit pénal moderne, et de plus en plus, susceptible d'adaptations diverses, l'occasion d'un traitement adéquat en vue de la réinsertion sociale, et que la liberté de l'homme se trouve ainsi en jeu à des stades et avec des intensités diverses; mais c'est toujours de la liberté qu'il s'agit, liberté dont le respect et la protection ont été confiés principalement au pouvoir judiciaire". (Cité par P. Mary "Chronique de criminologie. Les nouvelles lois sur la libération conditionnelle en Belgique", R.D. P. 1998, p. 724).

(3) Les décisions en vertu desquelles la nature et la durée de la peine privative de liberté prononcée par le juge répressif peuvent être modifiées ne peuvent être laissées au pouvoir exécutif, mais doivent être réservées à des instances judiciaires spécialisées : tribunaux pénitentiaires ou tribunaux de l'application des peines à concevoir comme des juridictions à la composition pluridisciplinaire placées sous la présidence d'un juge" (Projet de note, p. 419 in Rapport final fait au nom de la Commission de la Justice par Vincent Decroly et Tony Van Parys (Doc. parl., Chambre, 2 février 2001, n° 1076/001)).

.../...

Observations générales

I.1. En vertu de l'article 2 de l'avant-projet de loi, le Ministre de la Justice peut prendre les six mesures suivantes :

1° l'autorisation de sortir;
2° le congé pénitentiaire;
3° la semi-liberté;
4° la surveillance électronique;
5° la mise en liberté provisoire;
6° l'interruption de la peine.

L'avant-projet de loi donne de ces mesures des définitions fort brèves qui ne font apparaître ni les cas dans lesquels elles peuvent être appliquées, ni la manière dont elles sont organisées. L'avant-projet de loi ne règle pas davantage la procédure applicable à l'octroi des mesures envisagées. Une demande doit-elle être formulée par le détenu ? Des avis doivent-ils être demandés avant que le Ministre de la Justice ne se prononce ? Le détenu doit-il être entendu ? Les décisions rendues peuvent-elles faire l'objet d'un recours ?

L'avant-projet de loi et son exposé des motifs doivent être complétés afin de définir et de décrire ces mesures de manière plus précise, d'indiquer les conditions dans lesquelles elles peuvent être accordées [4] ainsi que les règles essentielles concernant leur organisation et la procédure. Il en va notamment ainsi pour la surveillance électronique dont l'avant-projet de loi ne précise même pas en quoi consiste le "contrôle électronique".

---

[4] Les articles 19 à 21 donnent un certain nombre de précisions en ce qui concerne les circonstances qui s'opposent à l'octroi de la surveillance électronique, de la mise en liberté provisoire et de l'interruption de la peine, mais uniquement lorsque ces mesures sont prises "en vue de la gestion de la capacité carcérale".

2. Dès lors que l'article 30bis du Code pénal dispose que les condamnés à une peine emportant privation de liberté subiront leur peine dans les établissements désignés par le Roi, il appartient au législateur de compléter le Code pénal afin de préciser qu'une peine privative de liberté peut également être subie sous la forme d'une assignation à domicile avec surveillance électronique.

Par ailleurs, l'article 25, alinéa 2, du Code pénal prévoit que la durée d'un jour d'emprisonnement est de vingt-quatre heures. Il appartient à la loi de déterminer les règles propres au calcul de la durée de la peine en cas d'assignation à domicile avec surveillance électronique.

II. Il ressort de l'exposé des motifs [(5)], de l'article 38 de l'avant-projet de loi et des explications du représentant du ministre, que l'avant-projet de loi entend donner un fondement légal aux six mesures précitées, qu'elles soient prises pour des motifs liés à l'individualisation de la peine ou à la surpopulation carcérale. Alors que toute liberté est donnée au ministre en ce qui concerne les mesures d'individualisation de la peine, les articles 19 à 21 prévoient des conditions négatives qui s'opposent à une mesure de surveillance électronique, de liberté provisoire ou d'interruption de la peine accordée "en vue de la gestion de la capacité carcérale". Enfin, en ce qui concerne les mesures d'individualisation de la peine, la compétence ministérielle est appelée à disparaître au profit des tribunaux d'application des peines.

L'on se demande comment concilier le système d'individualisation de la peine avec la gestion de la capacité carcérale. Le ministre pourra-t-il accorder, pour des motifs de surpopulation, ce qu'il [(6)] aura refusé dans le cadre de l'individualisation des peines ? Le ministre pourra-t-il accorder une mesure dans le cadre de la gestion de la capacité carcérale alors qu'il [(7)] est parallèlement saisi d'une demande d'individualisation de la peine ? Une large utilisation de la libération provisoire en période de surpopulation

---

(5) Voir pp. 15 à 17 et 33.

(6) ou, à l'avenir, le tribunal d'application des peines.

(7) ou, à l'avenir, le tribunal d'application des peines.

carcérale ne risque-t-elle pas de contredire le recours par ailleurs souhaité à une politique d'individualisation des peines ?

L'incompatibilité entre une réglementation précise de l'individualisation de la peine et une large pratique de remise en liberté pour cause de surpopulation carcérale avait déjà été relevée lors du débat sur la libération conditionnelle (8).

Pour assurer la cohérence de la politique pénitentiaire et pour éviter des inégalités entre détenus selon qu'ils bénéficient de l'un ou l'autre système, les mesures de remise en liberté prises en vue de la gestion de la capacité carcérale ne peuvent être tolérées que dans des circonstances exceptionnelles et ce d'autant plus que la raison d'être de ces mesures est, en principe, l'individualisation de la peine, les problèmes de surpopulation carcérale devant être résolus par d'autres moyens. On pourrait s'inspirer de l'article 36 de la proposition contenue dans le projet de note sur "le statut juridique externe des détenus condamnés et institution des travaux pénitentiaires" (9) qui n'envisage la libération provisoire en vue de remédier à la surpopulation carcérale qu'en cas de force majeure et en respectant des critères spécifiquement élaborés à cet effet par le Collège des procureurs généraux et soumis à l'avis du Conseil central de surveillance pénitentiaire.

III. Parmi les mesures que peut prendre le ministre, figure la libération provisoire. La coexistence entre une compétence discrétionnaire du ministre et une compétence juridictionnelle des commissions de libération conditionnelle peut susciter un sérieux problème de compatibilité avec le principe d'égalité. Il convient que l'exposé des motifs indique clairement en quoi l'existence de cette mesure se justifie alors qu'existe déjà la libération conditionnelle. Il convient également de justifier les différences de régime entre ces deux institutions.

---

(8) Rapport fait au nom de la Commission de la Justice par MM. Luc Willems et Thiery Giet (Doc. parl., Chambre, 1996-1997, n° 1017/8, pp. 12 et 40 à 44).

(9) In Rapport final de la Commission "loi de principes concernant l'administration pénitentiaire et le statut juridique des détenus", fait au nom de la Commission de la Justice par Vincent Decroly et Tony Van Parys (Doc. parl., Chambre, 2 février 2001, n° 1076/001, p. 437) .

IV. L'on peut s'interroger sur le sort des modalités d'exécution des peines et des libérations anticipées qui ne sont pas prévues par l'avant-projet de loi. Qu'en est-il, par exemple, des arrêts de fin de semaine ?

Selon le représentant du ministre, une telle mesure est englobée dans la notion d'interruption de la peine. Il vaut mieux la prévoir expressément. La même observation vaut pour les libérations provisoires en vue de grâce ou en vue d'expulsion pour autant que le législateur entende consacrer leur existence.

V. Le chapitre III de l'avant-projet de loi prévoit un quota national, qui comprend la capacité d'accueil maximale dans les prisons, et des quotas locaux qui comprennent la capacité d'accueil maximale des différentes prisons.

Les critères pour déterminer le quota national et les quotas locaux sont identiques, à savoir :

a) chaque détenu doit autant que possible pouvoir disposer d'un espace de vie individuel;

b) chaque prison doit disposer de suffisamment de locaux destinés aux activités communes et au personnel;

c) tous les locaux disponibles doivent satisfaire aux exigences en matière de santé, de protection contre l'incendie et d'hygiène et convenir aux fonctions pour lesquels ils sont prévus.

Si ces critères sont pertinents pour déterminer le nombre de détenus que peut accueillir un établissement pénitentiaire ou l'ensemble des établissements pénitentiaires existant à un moment donné, ils ne semblent pas l'être pour déterminer le quota national. En effet, selon l'exposé des motifs : le Gouvernement détermine combien de places doivent être disponibles sur le plan national pour l'écrou des personnes. Sur base

du quota fixé, le Roi devra construire, agrandir ou fermer des (parties d') établissements pénitentiaires.

Si le réalisme impose de tenir compte de la capacité carcérale, celle-ci ne peut devenir la clef de voûte du système répressif et pénitentiaire, sous peine de confondre la fin et les moyens de celui-ci. La peine et ses modalités d'exécution répondent à des fonctions spécifiques. Elles n'ont pour but ni de remplir les prisons ni de les vider. Autrement dit, le nombre de places dans les prisons doit être adapté aux nécessités de la politique criminelle.

Le quota national ne peut avoir pour objectif de dispenser le Gouvernement d'exécuter les peines prononcées par le pouvoir judiciaire, conformément à l'article 40, alinéa 2, de la Constitution.

Il ne peut donc qu'être un outil statistique permettant au Gouvernement d'adopter en connaissance de cause une politique pénitentiaire. Dès lors, il n'appartient pas au législateur de régler cette question car, ce faisant, il s'immiscerait dans les prérogatives que le même article 40, alinéa 2, de la Constitution réserve au Roi.

VI. En transposant sous forme d'un avant-projet de loi, l'ensemble des dispositions qui figuraient initialement dans un projet d'arrêté royal, le projet soumis pour avis règle de manière fort détaillée une série de questions qui entrent dans l'exercice du pouvoir réglementaire. Tel est, par exemple, le cas des articles 3, §§ 3 et 4, et 4, § 2.

VII. Les articles 6, 7, 8, 9 et 18 de l'avant-projet de loi, qui donnent des compétences nouvelles au ministère public, concernent l'organisation des cours et tribunaux et règlent, dès lors, une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

En conclusion, le projet doit être fondamentalement revu. Compte tenu des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat ne formule aucune observation particulière.

Voorafgaande opmerking

In de memorie van toelichting [1] wordt de ophanden zijnde oprichting aangekondigd van een strafuitvoeringsrechtbank. Artikel 38 van het voorontwerp bepaalt :

> "... De bepalingen van deze wet die geen uitstaan hebben met het beheer van de penitentiaire capaciteit, houden op uitwerking te hebben, eens de bepalingen ter implementatie van de conclusies van de Commissie "Strafuitvoeringsrechtbanken, externe rechtspositie van gedetineerden en strafuitvoering", opgericht bij koninklijk besluit van 27 juni 2000, in werking treden.".

De oprichting van een strafuitvoeringsrechtbank ligt in de lijn van de lering van de recente rechtsleer [2] en van de conclusies van de Commissie voor de Justitie van de Kamer van volksvertegenwoordigers [3].

---

(1) blz. 43.

(2) M. Verdussen wijst op het volgende : "... ce qui a été fait par un juge ne peut être défait que par un autre juge" ("Contours et enjeux du droit constitutionnel pénal", Bruylant, 1995, blz. 469).
Bovendien attendeert professor Legros op het volgende :
"Ce qu'il faut souligner et ne jamais perdre de vue, c'est que la peine d'abord fixée par le juge, devient dans le droit pénal moderne, et de plus en plus, susceptible d'adaptations diverses, l'occasion d'un traitement adéquat en vue de la réinsertion sociale, et que la liberté de l'homme se trouve ainsi en jeu à des stades et avec des intensités diverses; mais c'est toujours de la liberté qu'il s'agit, liberté dont le respect et la protection ont été confiés principalement au pouvoir judiciaire". (Aangehaald door P. Mary "Chronique de criminologie. Les nouvelles lois sur la libération conditionnelle en Belgique", R.D.P. 1998, blz. 724).

(3) Beslissingen waarbij de door de strafrechter uitgesproken vrijheidsstraf naar aard of duur veranderd worden, kunnen niet worden overgelaten aan de uitvoerende macht, doch dienen voorbehouden te worden aan gespecialiseerde rechterlijke instanties : penitentiaire rechtbanken of strafuitvoeringsrechtbanken op te vatten als multidisciplinair samen-gestelde rechtscolleges onder het voorzitterschap van een rechter (Conceptnota, blz. 419 in Eindverslag namens de commissie voor de Justitie uitgebracht door Vincent Decroly en Tony Van Parys (Gedr. St. Kamer, 2 februari 2001, nr. 1076/001)).

.../...

Het staat bijgevolg aan de Regering en aan het Parlement te oordelen of het in zo een kiese aangelegenheid opportuun is een tijdelijke regeling op te zetten waarin taal wordt opgedragen aan de minister, te meer daar op die regeling de volgende fundamentele kritiek kan worden geleverd.

Algemene opmerkingen

I.1. Krachtens artikel 2 van het voorontwerp van wet kan de Minister van Justitie de volgende zes maatregelen nemen :

1° de uitgangsvergunning;
2° het penitentiair verlof;
3° de halve vrijheid;
4° het elektronisch toezicht;
5° de voorlopige invrijheidstelling;
6° de strafonderbreking.

Het voorontwerp van wet geeft van die maatregelen zeer korte omschrijvingen waaruit niet blijkt in welke gevallen ze kunnen worden toegepast, noch de wijze waarop ze worden georganiseerd. Het voorontwerp van wet regelt evenmin de procedure die van toepassing is op het toekennen van de voorgenomen maatreglen. Moet de gedetineerde een aanvraag indienen? Moeten adviezen worden ingewonnen alvorens de Minister van Justitie uitspraak doet ? Moet de gedetineerde worden gehoord ? Kan tegen de gewezen beslissingen beroep worden ingesteld ?

Het voorontwerp van wet en de memorie van toelichting erbij moeten worden aangevuld om die maatregelen nauwkeuriger te omschrijven en te beschrijven, de voorwaarden te bepalen waaronder ze kunnen worden toegestaan[(4)], alsmede de essentiële regels vast te stellen inzake de organisatie ervan en de procedure. Zulks is onder meer het

---

(4) De artikelen 19 tot 21 geven een aantal preciseringen in verband met de omstandigheden die het toekennen van het elektronisch toezicht, de voorlopige invrijheidstelling en de strafonderbreking in de weg staan, doch alleen wanneer die maatregelen worden genomen "met het oog op het beheer van de penitentiaire capaciteit".

geval voor het elektronisch toezicht : in het voorontwerp van wet wordt zelfs niet gepreciseerd waarin het "elektronisch toezicht "bestaat.

2. Aangezien artikel 30bis van het Strafwetboek bepaalt dat de tot een vrijheidsstraf veroordeelden hun straf ondergaan in de inrichtingen, door de Koning aangewezen, staat het aan de wetgever het Strafwetboek aan te vullen om te preciseren dat een vrijheidsstraf ook kan worden ondergaan in de vorm van huisarrest onder elektronisch toezicht.

Bovendien bepaalt artikel 25, tweede lid, van het Strafwetboek dat de duur van een dag gevangenisstraf vierentwintig uren is. Het staat aan de wet de regels vast te stellen om de duur van de straf te berekenen in geval van huisarrest onder elektronisch toezicht.

II. Uit de memorie van toelichting [(5)], uit artikel 38 van het voorontwerp van wet en uit de uitleg van de gemachtigde van de minister blijkt dat het voorontwerp van wet een rechtsgrond beoogt te geven aan de zes voormelde maatregelen, ongeacht of ze genomen worden om redenen die te maken hebben met de individualisering van de straf of de overbevolking van de gevangenissen. Terwijl de minister totaal vrij wordt gelaten wat de maatregelen inzake de individualisering van de straf betreft, voorzien de artikelen 19 tot 21 in negatieve voorwaarden die in de weg staan aan een maatregel van elektronisch toezicht, voorlopige invrijheidstelling of strafonderbreking die wordt toegestaan "met het oog op het beheer van de penitentiaire capaciteit". Wat ten slotte de maatregelen inzake de individualisering van de straf betreft, zal de ministeriële bevoegdheid verdwijnen ten voordele van de strafuitvoeringsrechtbanken.

---

(5) Zie blz. 15 tot 17 en 33.

De vraag rijst hoe het systeem van individualisering van de straf in overeenstemming kan worden gebracht met het beheer van de penitentiaire capaciteit. Kan de minister om redenen van overbevolking toestaan wat hij [6] geweigerd heeft in het kader van de individualisering van de straffen ? Kan de minister een maatregel toestaan in het kader van het beheer van de penitentiaire capaciteit, terwijl bij hem [7] gelijklopend daarmee een verzoek om individualisering van de straf wordt ingediend ? Bestaat het gevaar niet dat een ruime aanwending van de voorlopige invrijheidstelling in perioden van overbevolking van de gevangenissen, ingaat tegen het overigens gewenste beleid dat een individualisering van de straffen aanhangt ?

Op de onverenigbaarheid van een duidelijke regelgeving inzake individualisering van de straf met een algemene praktijk van invrijheidstelling om redenen van overbevolking van de strafinrichting is reeds gewezen tijdens het debat over de voorwaardelijke invrijheidstelling [8].

Ter wille van de cohesie van het strafbeleid en om een ongelijke behandeling van gedetineerden te voorkomen naar gelang ze aanspraak kunnen maken op de ene of de andere regeling, kunnen de maatregelen inzake invrijheidstelling die genomen worden met het oog op het beheer van de penitentiaire capaciteit alleen gedoogd worden in uitzonderlijke omstandigheden, zulks des te meer daar de bestaansreden van die maatregelen in beginsel de individualisering van de straf is, daar de problemen in verband met de overbevolking met andere middelen moeten worden opgelost. Men zou zich kunnen baseren op artikel 36 van het voorstel dat is vervat in de conceptnota over de "externe rechtspositie van veroordeelde gedetineerden en instelling van penitentiaire

---

(6) of, in de toekomst, de strafuitvoeringsrechtbank.

(7) of, in de toekomst, bij de strafuitvoeringsrechtbank.

(8) Verslag uitgebracht namens de Commissie voor de Justitie door de HH. Luc Willems en Thierry Giet (Gedr. St. , Kamer, 1996-1997, nr. 1017/8, blz. 12 en 40 tot 44).

rechtbanken" [9] waarin wordt gesteld dat voorlopige invrijheidstelling om de overbevolking van de strafinrichtingen weg te werken alleen aan de orde is in geval van overmacht en met inachtneming van de criteria die daartoe speciaal zijn ontworpen door het College van Procureurs-generaal en om advies zijn voorgelegd aan de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen.

III. Tot de maatregelen die de minister kan nemen, behoort de voorlopige invrijheidstelling. Het naast elkaar bestaan van een discretionaire bevoegdheid van de minister en een rechtsprekende bevoegdheid van de commissies voor voorwaardelijke invrijheidstelling, kan een ernstig probleem opleveren inzake de verenigbaarheid met het gelijkheidsbeginsel. In de memorie van toelichting dient duidelijk te worden vermeld in welk opzicht het bestaan van deze maatregel gerechtvaardigd is, terwijl reeds de voorwaardelijke invrijheidstelling bestaat. Ook de verschillende regelingen die voor die twee instanties gelden dienen te worden gerechtvaardigd.

IV. Men kan vragen stellen bij het lot van de wijzen waarop straffen en vervroegde invrijheidstellingen worden uitgevoerd, waarin het voorontwerp van wet niet voorziet. Welke regels gelden bij voorbeeld voor de week-eindarresten ?

Volgens de gemachtigde van de minister is zo een maatregel vervat in het begrip strafonderbreking. Het zou beter zijn er uitdrukkelijk in te voorzien. Dezelfde opmerking geldt voor de voorlopige invrijheidstellingen met het oog op gratie of voor uitzetting, voor zover de wetgever het bestaan ervan wil bekrachtigen.

---

[9] In Eindverslag van de Commissie "basiswet gevangeniswezen en rechtspositie van gedetineerden", uitgebracht namens de Commissie voor de Justitie door Vincent Decroly en Tony Van Parys (Gedr. St. Kamer, 2 februari 2001, nr. 1076/001, blz. 437).

V. Hoofdstuk III van het voorontwerp van wet voorziet in een nationaal quotum dat de maximumcapaciteit van de gevangenissen omvat en in lokale quota die de maximumcapaciteit van de verschillende gevangenissen omvatten.

De criteria voor het bepalen van het nationaal quotum en de lokale quota zijn dezelfde, te weten :

a) elke gedetineerde moet zoveel als mogelijk kunnen beschikken over een individuele verblijfsruimte;

b) in elke gevangenis moeten voldoende ruimtes aanwezig zijn voor gemeenschappelijke activiteiten en voor het personeel;

c) alle beschikbare ruimtes moeten voldoen aan de eisen inzake gezondheid, brandveiligheid en hygiëne en dienstig zijn voor de functies waarvoor zij voorzien zijn.

Hoewel deze criteria relevant zijn om het aantal gedetineerden te bepalen dat in een strafinrichting of in alle op een bepaald tijdstip bestaande strafinrichtingen kan worden opgenomen, lijken zij niet dienstig te zijn om het nationaal quotum te bepalen. De memorie van toelichting bepaalt immers het volgende : de Regering maakt uit hoeveel plaatsen er nationaal beschikbaar dienen te zijn voor het opsluiten van personen. Ingevolge het vastgestelde quotum zal de Koning (delen van) gevangenissen moeten bijbouwen, uitbreiden of sluiten.".

Hoewel in de realiteit rekening moet worden gehouden met de penitentiaire capaciteit, mag deze niet de hoeksteen worden van het repressief en penitentiair systeem, wil men het doel en de middelen van dit systeem niet door elkaar halen. De straf en de wijze waarop ze wordt uitgevoerd beantwoorden aan specifieke functies. Ze hebben niet tot doel de gevangenissen te vullen, noch ze te ledigen?. Het aantal plaatsen in de gevangenissen moet met andere woorden worden aangepast aan de behoeften van het strafbeleid.

Het nationaal quotum mag niet tot doel hebben de Regering te ontslaan van de verplichting om de door de rechterlijke macht uitgesproken straffen uit te voeren, overeenkomstig artikel 40, tweede lid, van de Grondwet.

Het mag dus slechts een statistisch middel zijn om de Regering in de mogelijkheid te stellen met kennis van zaken een strafrechtelijk beleid goed te keuren. Het komt de wetgever bijgevolg niet toe die kwestie te regelen, daar hij zich zodoende zou inlaten met de prerogatieven die hetzelfde artikel 40, tweede lid, van de Grondwet, in de handen van de Koning legt.

VI. Door de gezamenlijke bepalingen die oorspronkelijk waren opgenomen in een ontwerp van koninklijk besluit om te zetten in een voorontwerp van wet, regelt het ter fine van advies voorgelegde ontwerp op zeer omstandige wijze een reeks kwesties die vallen onder de uitoefening van de regelgevende macht. Dat is bij voorbeeld, het geval met de artikelen 3, §§ 3 en 4, en 4, § 2.

VII. De artikelen 6, 7, 8, 9 en 18 van het voorontwerp van wet, die aan het openbare ministerie nieuwe bevoegdheden verlenen, hebben betrekking op de organisatie van de hoven en rechtbanken en regelen bijgevolg een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Het besluit is dan ook dat het ontwerp grondig moet worden herzien. Gelet op de voorgaande opmerkingen maakt de Raad van State geen enkele bijzondere opmerking.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Madame Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre, président, kamervoorzitter, voorzitter,
Messieurs de Heren	Y. KREINS,	président de chambre, kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	conseiller d'Etat, staatsraad,
	J. van COMPERNOLLE, B. GLANSDORFF,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	B. VIGNERON,	greffier, griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY., adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

B. VIGNERON

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

M.-L. WILLOT-THOMAS